



Cellule Marchés Publics

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

---

Travaux d'entretien et de rénovation périodiques pour  
remorqueurs portuaires












---

Chambre de Commerce et d'Industrie Caen Normandie

1 Rue René Cassin - Saint-Contest

14911 CAEN CEDEX

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Travaux d'entretien et de rénovation périodiques pour remorqueurs portuaires
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	5
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	5
1.1 - Objet du contrat .....	5
1.2 - Décomposition du contrat .....	5
2 - Pièces contractuelles .....	5
3 - Intervenants.....	5
3.1 - Maîtrise d'œuvre .....	5
3.2 - Sous-traitance .....	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	6
5 - Durée et délais d'exécution .....	6
5.1 - Délai global d'exécution des prestations .....	6
5.2 - Délai d'exécution .....	6
5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution.....	6
6 - Prix .....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
6.2 - Modalités de variation des prix .....	6
6.3 - Répartition des dépenses communes .....	7
7 - Garanties Financières .....	7
8 - Avance .....	7
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	7
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	8
9 - Modalités de règlement des comptes.....	8
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels .....	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	8
9.3 - Délai global de paiement.....	8
9.4 - Paiement des cotraitants .....	9
9.5 - Paiement des sous-traitants .....	9
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits.....	9
10.2 - Implantation des ouvrages.....	9
10.3 - Préparation et coordination des travaux .....	9
10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	9
10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	9
10.3.3 - Registre de chantier .....	10
10.5 - Installation et organisation du chantier .....	10
10.5.1 - Installation de chantier .....	10
10.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais .....	10
10.5.3 - Application de réglementations spécifiques .....	10
10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier .....	10
10.6.1 - Gestion des déchets de chantier .....	10
10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	10
10.6.3 - Documents à fournir après exécution.....	10
11 - Développement durable .....	11

12 - Réception .....	11
12.1 - Réception des travaux.....	11
12.1.1 - Dispositions applicables à la réception .....	11
12.1.2 - Réception partielle.....	11
13 - Garantie des prestations.....	11
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	11
15 - Pénalités .....	11
15.1 - Pénalités de retard.....	11
Lot n°1 : Travaux de carénage pour le remorqueur portuaire Caen Ouistreham 5 .....	12
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	12
16 - Assurances .....	12
17 - Résiliation du contrat.....	12
17.1 - Conditions de résiliation .....	12
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	12
18 - Règlement des litiges et langues.....	13
19 - Dérogations .....	13

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
Travaux d'entretien et de rénovation périodique pour remorqueurs portuaires

### 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 5 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Travaux de carénage pour le remorqueur portuaire Caen Ouistreham 5
02	Travaux de lavage et de propreté pour les remorqueurs portuaires Caen Ouistreham 4 et Caen Ouistreham 5
03	Travaux de chaudronnerie pour le remorqueur portuaire Caen Ouistreham 5
04	Travaux de propulsion et de mécanique pour les remorqueurs portuaires Caen Ouistreham 4 et Caen Ouistreham 5
05	Préparation attinage pour le remorqueur portuaire Caen Ouistreham 5

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- L'offre du titulaire (mémoire technique et ses annexes)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Chambre de Commerce et d'Industrie de Caen Normandie  
Direction des Equipements Portuaires  
Bassin d'Hérouville  
978 RD 402  
14200 Hérouville-Saint-Clair

Téléphone : 02 31 35 63 00

Adresse internet : <https://www.caen.port.fr>

Elle est représentée par : Sébastien LEPRETRE (Responsable technique - Service remorquage – Direction des Equipements Portuaires – CCI Caen Normandie).

### 3.2 - Sous-traitance

La sous-traitance est interdite pour le lot n°2 : travaux de lavage et de propreté pour les remorqueurs portuaires Caen Ouistreham 4 et Caen Ouistreham 5 pour des raisons d'organisation et de coordination des lots.

## 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Délai global d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 49 jours.

### 5.2 - Délai d'exécution

L'exécution des prestations aura lieu du 12/05/2025 au 27/08/2025.

### 5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Il est prévu un calendrier détaillé d'exécution.

Pour le remorqueur portuaire Caen Ouistreham 4 :

Le délai d'exécution est fixé à 19 jours calendaires (du 12/05/2025 au 30/05/2025). Il n'est pas prévu de période de préparation.

LOT 2 : Pour le navire Caen Ouistreham 4 : Travaux à réaliser à l'issue des travaux du lot n°4

LOT 4 : Du 12/05/2025 au 30/05/2025

Pour le remorqueur portuaire Caen Ouistreham 5 :

Le délai d'exécution est fixé à 30 jours calendaires (du 29/07/2025 au 27/08/2025). Il n'est pas prévu de période de préparation.

LOT 1 : Du 04/08/2025 au 22/08/2025

LOT 2 : Du 29/07/2025 au 01/08/2025

LOT 3 : Du 04/08/2025 au 08/08/2025

LOT 4 : Du 04/08/2025 au 27/08/2025

LOT 5 : Le montage de l'attinage débute le 22/07/2025 et devra être terminé le 27/07/2025 pour l'exécution des travaux. Le démontage de l'attinage devra être effectif au 28/08/2025.

Les délais d'exécution indiqués par le pouvoir adjudicateur constituent des délais maximums. Les candidats indiqueront dans l'acte d'engagement leurs délais d'exécution qui peuvent être moindres. Ces délais doivent être conformes au planning journalier d'intervention (contractuel) joint dans leurs offres.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 02/2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule (pour tous les lots) :

$C_n = 15.0\% + 85.0\% (ICHT-IME (n) / ICHT-IME (o))$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est le suivant :

ICHT-IME : Industries mécaniques et électriques

### 6.3 - Répartition des dépenses communes

Aucune répartition des dépenses communes n'est prévue.

## 7 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

## 8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

### 8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres.

A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## 8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# 9 - Modalités de règlement des comptes

## 9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la variation de prix afférente au solde.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant de cette variation de prix au plus tard dix jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

## 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 18140001100100

## 9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.



## 9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

## 9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

# 10 - Conditions d'exécution des prestations

Les adresses d'exécution sont :

Pour le navire Caen Ouistreham 4 :

Pour les lots n°2 et 4 :

CCI Caen Normandie  
Direction des Equipements Portuaires  
Bassin d'Hérouville  
978 RD 402  
14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR

Pour le navire Caen Ouistreham 5 :

Pour les lots n°1, 2, 3, 4 et 5 :

Syncrolift  
Quai Kiniskern  
50129 CHERBOURG

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue.

## 10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

## 10.2 - Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

## 10.3 - Préparation et coordination des travaux

### 10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il n'est pas fixé de période de préparation.

### 10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le titulaire appliquera le plan de prévention.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### 10.3.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

## 10.5 - Installation et organisation du chantier

### 10.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Une base vie propre pour chaque entreprise pourra être installée aux frais du titulaire.

### 10.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Sans objet

### 10.5.3 - Application de réglementations spécifiques

Sans objet

## 10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

### 10.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### 10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

### 10.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre (en trois exemplaires dont un sur support en permettant la reproduction, sauf pour les documents photographiques) :

- au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;
- dans un délai d'1 mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Le cas échéant, un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Seulement pour le lot n°1 : travaux de carénage pour le remorqueur portuaire Caen Ouistreham 5

- Le titulaire remet au maître d'ouvrage le rapport FROSIO à la date de réception des travaux.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 1 500,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

## 11 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

## 12 - Réception

### 12.1 - Réception des travaux

#### 12.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux propres à chaque lot dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

#### 12.1.2 - Réception partielle

La réception partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

## 13 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

## 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 15 - Pénalités

### 15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 2 000,00 €.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation aux articles 19.1 à 19.3 du CCAG Travaux les pénalités de retard sont les suivantes :

Ces pénalités sont applicables par lot, par remorqueur portuaire, en fonction du planning contractuel.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations de l'article 18.2 du CCAG Travaux.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Lot n°1 : Travaux de carénage pour le remorqueur portuaire Caen Ouistreham 5

ET

Lot n°3 : Travaux de chaudronnerie pour le remorqueur portuaire Caen Ouistreham 5

Une pénalité forfaitaire journalière de 1 000.00€ par jour de retard sera appliquée en cas de retard sur la base du délai d'exécution contractuel.

Lot n°4 : Travaux de propulsion et de mécanique pour les remorqueurs portuaires Caen Ouistreham 4 et Caen Ouistreham 5

Une pénalité forfaitaire journalière de 2 000.00€ par jour de retard sera appliquée en cas de retard sur la base du délai d'exécution contractuel.

Lot n°2 : Travaux de lavage et de propreté pour les remorqueurs portuaires Caen Ouistreham 4 et Caen Ouistreham 5

Une pénalité forfaitaire journalière de 500.00€ par jour de retard sera appliquée en cas de retard sur la base du délai d'exécution contractuel.

## 15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

## 17 - Résiliation du contrat

### 17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Caen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 19 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 5.3 du CCAP déroge à l'article 18.1.4 du CCAG - Travaux
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Travaux
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux